

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE ARR

Envoyé en préfecture le 17/10/2025

Reçu en préfecture le 17/10/2025 Publié le

EXTRAIT DU REG 10: 084-218401248-20251002-6102025-DE

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N° 0610-2025 Séance du 02 octobre 2025

DE LA COMMUNE DE SAUMANE DE VAUCLUSE (84800)

Date	de	conv	oca	tion	:
		ما ممر ما	7	025	

25 septembre 2025

Nombre de conseillers :

Membres en exercice : 12 : 7 Quorum Présents : 9 Exprimés : 10

Secrétaire de séance :

Mme Laure LUXTON

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi 02 octobre à 18h30, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convogué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame Laurence CHABAUD-GEVA.

Présents: Laurence CHABAUD-GEVA, Philippe MORELLO, Patrick SIMBOLOTTI, Jean-Pierre PEYREROL, Serge GRYNKORN, Laure LUXTON, Anne GRUAULT, Patrice FRELY, Jean-Christophe BOYET

Absent excusé: Sophie BOUCHOUX, Gaël EVRARD

Procuration:

Lola DIEZ-CALCATELLI à Laure LUXTON

OBJET: Subvention OCCE 84 Ecole de Saumane-de-Vaucluse pour le spectacle de Noël

Rapporteur: Laurence CHABAUD-GEVA

L'école Jean-Henri FABRE sollicite l'attribution d'une subvention de 310 € à la commune de Saumane de Vaucluse pour financer l'animation KAPLA SUD organisée le jeudi 18 décembre 2025 pour le Noël de l'école d'un coût total de 620€ TTC.

Il est proposé au conseil municipal d'allouer une subvention de 310 € à l'OCCE84 - Ecole de Saumane de Vaucluse au titre de l'année scolaire 2025-2026.

Le Conseil Municipal Ouï l'exposé de Madame le Maire Après avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE d'allouer une subvention de 310 € à l'OCCE8 de Vaucluse pour l'animation du Noël de l'école ;

Envoyé en préfecture le 17/10/2025

Reçu en préfecture le 17/10/2025 Publié le



ID: 084-218401248-20251002-6102025-DE

AUTORISE Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour copie conforme

Secrétaire de Séance

Laure LUXTON

Le Maire,

Laurence CHABAUD GEVA

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.